

Cameroun – mise en œuvre du CNSC

Terme de référence de l’atelier de consultation pour la mise en place et l’opérationnalisation de plateformes des utilisateurs des services climatologiques des secteurs de l’agriculture et de la gestion des risques des catastrophes

Table des matières

Acronymes
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DES ACTIVITÉS
1.1 Présentation du programme ClimSa
1.2 Justification de l’action
2. OBJECTIF DE L’ATELIER	
3. RÉSULTATS ATTENDUS DE L’ATELIER
3. DÉTAIL ET FORMAT DE L’ATELIER
4. AGENDA PRÉVISIONNEL DE L’ATELIER

ACRONYMES

CRECC: Centre de Recherches sur l'Eau et les Changements Climatiques

DMN: Direction de la Météorologie Nationale

GRC: Gestion des Risques de Catastrophe

MINADER: Ministère de l'agriculture et du développement rural

MINATD: Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation

MINEPDED: Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et du Développement durable

MINEPIA: Ministère de l'élevage, des pêches et industries animales

MINFOF: Ministère des forêts et de la faune
MINRESI: Ministère de la recherche scientifique et de l'innovation

MINT: Ministère des transports

ONACC: Observatoire national sur les changements climatiques

PNACC: Plan national adaptation aux changements climatiques

PNIAIC: Plan national d'investissement pour une agriculture intelligente face au climat

RRC: Réduction des Risques de Catastrophe

SND30: Stratégie Nationale de Développement du Cameroun 2020-2030

UA: Union africaine

.....

1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION DES ACTIVITES

1.1 Présentation du programme ClimSA

Le programme Intra ACP "Climate Services and related Application (ClimSA)" s'inscrit dans le cadre du 11ème Fonds Européen de Développement contribuant au Cadre Mondial pour les Services Climatologiques (CMSC). Son objectif global est de favoriser le développement durable en luttant contre le changement climatique par le renforcement de la chaîne de valeur des services climatologiques. Pour renforcer la chaîne de valeur des services climatiques, ClimSA fournira une assistance technique et financière, des infrastructures et un renforcement des capacités.

Conformément au programme ClimSA, la mise en place et l'opérationnalisation des plateformes et interfaces utilisateurs au niveau national dans les pays pilotes du projet sont prioritaires.

L'OMM collabore avec le centre ACMAD pour la mise en œuvre du programme ClimSA au Cameroun, retenu comme pays pilote pour la région Afrique Centrale. Cette action pilote sera réalisée au bénéfice de la Direction de la Météorologie Nationale du Cameroun et ses partenaires. Il est question, dans le cadre de cette collaboration, d'effectuer une revue des initiatives existantes sur les services climatiques et déterminer les besoins du pays pour améliorer ces services, d'organiser des formations sur la chaîne des valeurs des services climatiques, d'évaluer les bénéfices socio-économiques des services climatiques dans les secteurs clés de l'agriculture et la gestion des catastrophes, d'organiser les fora nationaux et locaux sur le climat pour accélérer l'opérationnalisation du cadre national pour les services climatiques en particulier les interfaces utilisateurs, d'organiser des ateliers régionaux pour partager les expériences et soutenir les interfaces utilisateurs au niveau régional en Afrique Centrale.

Cette action s'inscrit aussi dans le cadre de la mission de l'ACMAD pour le développement des applications de la météorologie, en particulier l'appui pour la mise en œuvre des programmes de l'OMM en Afrique.

1.2 Justification de l'action

L'impact négatif du changement climatique constitue un défi majeur pour le développement socio-économique à l'échelle mondiale. A l'instar de tous les pays du continent africain, le Cameroun est particulièrement vulnérable aux effets néfastes de la variabilité et du changement climatiques. On note ici une augmentation du nombre, et de l'ampleur des catastrophes naturelles en raison du réchauffement climatique. Tous les secteurs d'activités sont touchés : l'agriculture, les ressources en eau, l'énergie, la santé, les travaux publics, le transport, l'urbanisation, etc. A ce titre, l'intégration des prévisions hydrométéorologique dans la planification des politiques publiques de développement ainsi que dans les mécanismes de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) s'avère plus que nécessaire, afin d'assurer un développement durable et d'optimiser la résilience des infrastructures et des populations.

Des informations climatiques fiables et des systèmes d'alerte précoce peuvent permettre d'anticiper les impacts des phénomènes climatiques extrêmes, planifier des mesures d'adaptation et de mitigation, renforcer la résilience, sauver des vies, stopper et/ou inverser la désertification et améliorer les moyens de subsistance. Les informations climatiques fondées sur la science et les alertes précoces sont essentielles pour formuler et mettre en œuvre les Contributions Nationales Déterminées (CDNs) à l'Accord de Paris, les objectifs de développement durable, l'Agenda 2063 de l'UA ainsi que les plans et stratégies nationaux de développement.

Pour atteindre les objectifs de la Vision 2035 du Cameroun, le Gouvernement a opérationnalisé sa démarche vers l'émergence dans la SND30 pour laquelle plusieurs indicateurs ont été définis dans le cadre de sa mise en œuvre. La SND30 mentionne, au regard de l'insuffisance et de la faible production des données et informations météorologiques, qu'entre autres leviers devant être activés figure la modernisation de la météorologie nationale, sous le pilier développement des infrastructures productives et le sous-pilier infrastructures des transports. Il est donc question de pouvoir fournir des services météorologiques et climatologiques de haute qualité et de les intégrer effectivement dans les processus de planification, d'élaboration des politiques et d'investissement, de créer un cadre fédérateur pour développer les éléments déjà en place, combler les lacunes, remédier aux insuffisances et renforcer les capacités des acteurs, mettre en place une plateforme d'interface d'utilisateurs qui permette de combler l'écart entre les informations climatiques élaborées par les météorologues / climatologues et les informations pratiques dont ont besoin les utilisateurs. C'est par une gestion rationnelle des risques climatiques actuels que l'on se donnera les moyens de maîtriser les risques de demain.

L'Accord de Paris fait spécifiquement référence aux services climatiques en appelant les parties à renforcer "les connaissances scientifiques sur le climat, y compris les systèmes d'alerte précoce, de manière à appuyer la prise de décision". L'accord de Paris reconnaît également que les effets du changement climatique seront ressentis de manière plus aiguë par les segments de la population déjà vulnérables.

Permettre l'accès aux informations climatiques et fournir des services climatiques conviviaux aideront les décideurs à tous les niveaux, y compris les utilisateurs finaux, dans un large éventail de secteurs, notamment l'agriculture et la sécurité alimentaire, la réduction des risques de catastrophe, la gestion durable de l'eau et de la santé, l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation au changement climatique.

2- OBJECTIF DE L'ATELIER

L'objectif principal de l'atelier est l'établissement ou le renforcement des interfaces utilisateurs des services climatologiques pour les secteurs de l'agriculture et la gestion des risques de catastrophes.

Plus spécifiquement, il s'agit de stimuler un dialogue inclusif des principaux acteurs de la chaîne des valeurs des services climatologiques, notamment les décideurs au niveau national et déconcentré pour :

- Identifier les acteurs et les besoins en services climatologiques ;
- Déterminer le but et les objectifs des plateformes utilisateurs pour l'agriculture et la gestion des risques de catastrophes ;
- Échanger sur les insuffisances à combler et les améliorations à apporter sur les produits actuellement fournis par la Direction de la Météorologie Nationale et ses partenaires ;
- Identifier en profondeur les défis en matière de capacités institutionnelles, organisationnels, techniques et opérationnels et les propositions de réponses à apporter en vue de la modernisation des services climatologiques pour la résilience et l'adaptation aux chocs climatiques ;
- Echanger et proposer les accords interinstitutionnels en vue de formaliser des plateformes opérationnelles ;
- Valider les Termes de Référence, les catalogues des produits et services et les Règlements Intérieurs des interfaces.

3 RÉSULTATS ATTENDUS DE L'ATELIER

L'atelier de consultation permettra de disposer de :

- ❖ Les besoins en services climatologiques pour la RRC et le secteur agriculture sont répertoriés ;
- ❖ Les catalogues de produits et services pour satisfaire ses besoins sont disponibles ;
- ❖ Les insuffisances et les améliorations envisageables sur les produits sont documentées ;
- ❖ Les défis et propositions de solutions en matière de développement des capacités sont disponibles pour moderniser les services climatologiques dans les deux secteurs ;
- ❖ Les Termes de Référence, les produits et services, les Règlements Intérieurs des interfaces RRC-Agriculture sont validés.

4- DÉTAIL ET FORMAT DE L'ATELIER

L'atelier de consultation permettra aux experts représentant des institutions et organisations de la chaîne de discuter et de valider les principes et les éléments fondateurs des interfaces utilisateurs des services climatologiques dans leur forme et leur contenu et en assurer la durabilité.

Au plan méthodologique, il sera articulé autour des sessions plénières d'ouverture et de clôture, d'une session introductive, des sessions thématiques. Les sessions thématiques seront suivies des brainstormings à travers les groupes de travail.

Y prendront part les experts représentants des organisations et institutions clés de la chaîne des valeurs dont la liste est jointe en annexe

5- PROJET DE PROGRAMME DE L'ATELIER

Lieu : Douala

Patronage : Ministre des Transports

Esquisse d'agenda de l'atelier

Jour1 : Ouverture, besoins et perception des utilisateurs, produits et services fournis

Session 0 : Ordre du jour et organisation de la consultation

- Ouverture de la consultation (Mot de bienvenue, remarques et discours d'ouverture)
- Adoption de l'ordre du jour et du programme
- Objectifs et attentes de la consultation

Session 1: Présentation du résumé des principaux besoins documentés, produits et services fournis et feedbacks collectés de la DMN pour les acteurs des services agriculture et GRC.

- **Services Agro météorologiques**

- Services de Prévention et gestion des catastrophes
- Services Climatologiques
- Services de Prévision numérique du temps

Session 2: Présentation sur les besoins , les utilisations, les insuffisances et/ou améliorations attendues des produits et services par les acteurs du secteur agricole et de la gestion des catastrophes

- Communautés urbaines (Douala, Yaoundé, Kribi et Bafoussam)
- Ministères du développement Urbain, de l'administration territoriale (direction de la protection civile), de l'agriculture (direction des statistiques et des organisations paysannes), des pêches et Industries animales
- Croix rouge, ONG Green horizon, SAID (la voix du paysan) ;
- HEVECAM, SCAPALM, SODEPA, CDC, CRECC, CRH et Institut National de Cartographie

Jour 2 : Diagnostic des produits à améliorer et des capacités à développer pour la fourniture

Session 3: Catalogue des produits en lien avec les besoins

-Produits et services pour la mise à jour ou le développement des politiques/stratégies agricoles résiliente face aux chocs climatiques (Minagri Direction des statistiques/ de planification) ;

- Produits et services pour la mise à jour du calendrier agricole (Minagri/ Directions des organisations paysannes) ;
- Produits et Services pour la mise à jour des politiques/stratégies nationale de gestion des risques de catastrophes (MINAT/Protection Civile) ;
- Produits et services pour la définition et la mise en œuvre des actions anticipatoires, d'urgences et de réhabilitation (Observatoire National des Risques/ Croix Rouge)
- Analyse des capacités actuelles et futures pour la fourniture des produits et services modernes et améliorés (DMN et ACMAD)

Session 4: Gouvernance des plateformes

Il s'agit de mieux déterminer les rôles des acteurs (meteo pour la production des nouveaux et anciens services pertinents, agriculture et gestion des catastrophes pour l'exploitation). Les formations pour la production et l'utilisation, la recherches pour améliorer les produits et innover, l'organisation et le suivi de la co-conception et la co-production)

- **Revue et validation technique des Termes de références et Règlement intérieur de la plateforme agriculture**
- **Revue et validation technique des Termes de référence et règlement intérieur de la plateforme GRC**

.):
i

J3: Analyse et adoption des textes

Session 5: Cadre logique pour la transformation des informations climatologiques pour les besoins de l'utilisateur

- Echanges sur le cadre logique vers les politiques, plans, décisions et conseils pratiques pour le secteur agricole (les consultants) ;
- Echanges sur le cadre logique vers les politiques, plans, décisions et conseils pratiques pour le secteur de la GRC (les consultants) ;
- Discussions sur les implications pour la révision du plan stratégique de la DMN (les consultants).

Session 6: Conclusions et clôture de la consultation;

- Résumé sur les produits et services
- Les termes de Références des deux plateformes
- Les règlements intérieurs
- Arrêtés de mise en place des plateformes
- Remarques de clôture
- Discours de Clôture
- Fin de la consultation

Résumé des réflexions pour les consultations et de l'atelier.

- Formalisation des plateformes utilisateurs

Un décret/arrêté de la primature pour formaliser les cadres est une option pouvant être lourde.

Le ministre pourrait aussi prendre une **décision** portant composition, organisation et fonctionnement des 2 plateformes. Le plan d'action de chaque plateforme, leur règlement intérieur, les catalogues des produits et services pouvant être régulièrement mis à jour seront des annexes

La DMN a des accords avec certains utilisateurs, il faudra faire l'évaluation de la mise en œuvre de ces accords et échanger sur comment les UIPs vont accélérer la mise en œuvre de ces accords,

Autres acteurs du secteur agricole :

- IRAD ;
- IITA (les plantes, lutte contre les ravageurs, aspects phytosanitaires...);
- Centre de Nkolbisson

Liste des participants à inviter pour l'atelier en mettant la priorité sur les usagers ayant la convention avec la Météo. Les autres participants pourraient être consultés à l'occasion de visites.

Pour décontracter les usagers, ne pas mettre beaucoup de temps sur l'aspect Interview. Se présenter et échanger comme dans le cadre de rencontres de concertation et consultation avec les sectoriels pour comprendre leurs objectifs, activités et produits, leurs connaissances des **risques et opportunités climatiques** puis les impacts sur leurs objectifs, activités et produits. A partir des impacts, échanger avec eux sur leurs besoins en produits climatiques pour réduire les impacts négatifs identifiés et profiter mieux des impacts positifs. La DMN et les partenaires vont faire le point des possibilités actuelles et futures pour fournir ces produits et services climatiques identifiés

Le guide d'orientation des concertations pourrait aider à identifier les risques mais aussi les opportunités pour lesquelles la capitalisation aurait besoin des informations climatiques.

Exemple :

Objectif : autosuffisant sur le plan alimentaire en 2035

Quels sont les risques et les opportunités climatiques pour atteindre cet objectif ?

Quand ses risques et opportunités ont eu lieu par le passé, quels sont les impacts positifs et négatifs ?

Quel produits et services climatiques pourrais-t-on fournir pour réduire les risques et profiter des opportunités climatiques afin d'atteindre l'objectif.

Ces questions seront utiles sur les objectifs mais aussi les **activités, les produits** qui seraient dans les accords actuels avec les sectoriels (par exemple la convention avec chaque communauté urbaine).